

## TRADUCTION

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE

F. 89 — 1401

**18 MAI 1989. — Arrêté de l'Exécutif flamand  
fixant le coefficient qui détermine le nombre de périodes supplémentaires admissibles  
dans l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice**

L'Exécutif flamand,

Vu l'article 59*bis*, § 2, 2<sup>o</sup> de la Constitution;Vu l'arrêté royal n<sup>o</sup> 80 du 21 juillet 1982 fixant le nombre total de périodes supplémentaires admissibles dans l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice, organisé ou subventionné par l'Etat, modifié par l'arrêté royal n<sup>o</sup> 268 du 31 décembre 1983;

Vu l'arrêté royal du 22 août 1988 fixant le coefficient qui détermine le nombre de périodes supplémentaires admissibles dans l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice;

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 22 février 1989 fixant les attributions des Membres de l'Exécutif flamand;

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 22 février 1989 portant délégation des compétences de décision aux Membres de l'Exécutif flamand;

Vu l'accord du Ministre communautaire du Budget, donné le 12 mai 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que la décision concernant le pourcentage d'économies pour l'attribution de périodes supplémentaires dans l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice pour l'année académique 1989-1990 doit être prise d'urgence afin de permettre aux établissements d'enseignement d'établir à temps leur planning des activités d'encadrement et de coordination, compte tenu du fait que pour les périodes de cours ordinaires, en vue de la réalisation du programme approuvé, ils peuvent le faire dès maintenant;

Sur la proposition du Ministre communautaire de l'Enseignement;

Après délibération,

Arrête ;

**Article 1<sup>er</sup>.** A partir de l'année académique 1989-1990 le coefficient visé à l'article 4 de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 80 du 21 juillet 1982 fixant le nombre total de périodes supplémentaires admissibles dans l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice, organisé ou subventionné par l'Etat, modifié par l'arrêté royal n<sup>o</sup> 268 du 31 décembre 1983 est fixé à 85 pour tous les établissements.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1989.

**Art. 3.** Le Ministre communautaire de l'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 mai 1989.

Le Président de l'Exécutif flamand,  
Le Ministre communautaire des Finances et du Budget,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Enseignement,

D. COENS

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 89 — 1402

**27 AVRIL 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon rapportant l'arrêté royal du 9 mars 1988  
confiant au Port autonome de Namur la gestion des terrains de Beez à Namur**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, X;

Vu la loi du 20 juin 1978 relative à la création du Port autonome de Namur, ainsi que les statuts y annexés, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 9 mars 1988 confiant au Port autonome de Namur la gestion des terrains de la darse de Beez à Namur;

Considérant que la gestion d'un port de plaisance tel que celui constitué par la darse de Beez excède la mission du Port autonome de Namur;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'arrêté royal du 9 mars 1988 confiant au Port autonome de Namur la gestion des terrains de la darse de Beez est rapporté.

Art. 2. Le Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 27 avril 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon  
chargé de l'Economie, des PME et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne,

A. BAUDSON

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 -- 1402

27. APRIL 1989. -- Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Aufhebung des Königlichen Erlasses vom 9. März 1988, durch den dem autonomen Hafen von Namür die Verwaltung der Grundstücke des Hafendocks in Beez bei Namür anvertraut wird

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, so wie es durch das Gesetz vom 8. August 1988 abgeändert worden ist, insbesondere des Artikels 6, § 1, X;

Aufgrund des Gesetzes vom 20. Juni 1978 über die Schaffung des autonomen Hafens von Namür, sowie der dazu beigefügten Satzung, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 9. März 1988, durch den dem autonomen Hafen von Namür die Verwaltung der Grundstücke des Hafendocks in Beez bei Namür anvertraut wird;

In der Erwägung, daß die Verwaltung eines Vergnügungshafens, wie das, das von dem Hafendock in Beez gebildet wird, die Aufgabe des autonomen Hafens von Namür überschreitet;

Auf Vorschlag des Ministers der öffentlichen Arbeiten für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Der Königliche Erlaß vom 9. März 1988, durch den dem autonomen Hafen von Namür die Verwaltung der Grundstücke des Hafendocks in Beez anvertraut wird, wird aufgehoben.

Art. 2. Der Minister der öffentlichen Arbeiten für die Wallonische Region ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 27. April 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen öffentlichen Dienst.

B. ANSELME

Der Minister der öffentlichen Arbeiten für die Wallonische Region,

A. BAUDSON

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 89 -- 1402

27 APRIL 1989. -- Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot intrekking van het koninklijk besluit van 9 maart 1988 waarbij het beheer der gronden van het insteeddok van Beez te Namen toevertrouwd wordt aan de Autonome Haven van Namen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 6, § 1, X;

Gelet op de wet van 20 juni 1978 betreffende de oprichting van de Autonome Haven van Namen, alsmede de er bijgevoegde statuten, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 maart 1988 waarbij het beheer der gronden van het insteeddok van Beez te Namen toevertrouwd wordt aan de Autonome Haven van Namen;

Overwegend dat het beheer van een jachthaven zoals deze gevormd door het insteeddok van Beez de opdracht van de Autonome Haven van Namen te boven gaat;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken voor het Waalse Gewest,

Besluit

Artikel 1. Het koninklijk besluit van 9 maart 1988 waarbij het beheer der gronden van het insteeddok van Beez toevertrouwd wordt aan de Autonome Haven van Namen wordt ingetrokken.

Art. 2. De Minister van Openbare Werken voor het Waalse Gewest wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 april 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met de Economie, de K.M.O's en het Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Openbare Werken voor het Waalse Gewest,

A. BAUDSON

## AUTRES ARRÊTÉS

### MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE

#### Urbanisme et aménagement du territoire

##### Plans d'aménagement

Un arrêté royal du 5 juillet 1989 :

— approuve le plan particulier d'aménagement délimité par la rue de Brabant, la rue Gineste, la rue Saint-Lazare, l'avenue du Boulevard et la place Rogier de la commune de Saint-Josse-ten-Noode comportant un plan de destination, un plan de situation de fait et de droit, un cahier des prescriptions et un plan d'expropriation;

— décide qu'il est indispensable, pour cause d'utilité publique, de prendre possession des immeubles figurés au plan d'expropriation.

Un arrêté royal du 5 juillet 1989 :

— approuve, à l'exclusion de la partie entourée d'un liseré violet, le plan particulier d'aménagement Bosquet-Jaspar-Jourdan-Dillens de la commune de Saint-Gilles comportant un plan de destination, un plan de situation existante, un plan des élévations existantes et futures, un cahier des prescriptions et un plan d'expropriation;

— décide qu'il est indispensable, pour cause d'utilité publique, de prendre possession des immeubles figurés au plan d'expropriation.

Un arrêté royal du 5 juillet 1989 approuve le plan particulier d'aménagement n° 50-32 « Quartier Wannecouter-avenue de la Bugrane » de la Ville de Bruxelles modifiant le plan approuvé et modifié par les arrêtés royaux des 27 février 1958 et 7 avril 1969 et comportant un plan de destination, un plan de situation existante, un cahier des prescriptions.

Un arrêté royal du 5 juillet 1989 :

— approuve le plan particulier d'aménagement n° 60-01 et 60-02 « Quartier Léopold » de la Ville de Bruxelles comportant un plan de destination, un plan de situation existante, un cahier des prescriptions, un plan des alignements et un plan d'expropriation;

— décide qu'il est indispensable, pour cause d'utilité publique, de prendre immédiatement possession des immeubles figurés au plan d'expropriation;

— décide qu'il y a lieu d'appliquer à cette expropriation la procédure d'extrême urgence prévue par la loi du 26 juillet 1962.

##### Révision d'un plan d'aménagement

Un arrêté royal du 5 juillet 1989 décide la révision partielle du plan particulier d'aménagement n° 4 « Quartier Laerbeekbosch » de la commune de Jette approuvé et modifié par les arrêtés royaux des 13 mars 1959 et 3 avril 1963.

## ANDERE BESLUITEN

### MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST

#### Stedebouw en ruimtelijke ordening

##### Plannen van aanleg

Bij koninklijk besluit van 5 juli 1989 :

— is goedgekeurd het bijzonder plan van aanleg begrensd door de Brabantstraat, de Ginestestraat, de Sint-Lazarusstraat, de Bol werklaan en het Rogierplein van de gemeente Sint-Joost-ten-Node bevattende een bestemmingsplan, een plan van de bestaande feitelijke en rechtstoestand, de stedebouwkundige voorschriften en een onteigeningsplan.

— wordt beslist dat wegens het beginsel van het openbaar nut zal overgegaan worden tot de inbezitname van de onroerende goederen aangegeven op het onteigeningsplan.

Bij koninklijk besluit van 5 juli 1989 :

— is goedgekeurd, met uitsluiting van het met een paarse rand omzoomde gedeelte, het bijzonder plan van aanleg Bosquet-Jaspar-Jourdan-Dillens van de gemeente Sint-Gillis bevattende een bestemmingsplan, een plan van de bestaande toestand, een plan van de bestaande en toekomstige bouwhoogten, de stedebouwkundige voorschriften en een onteigeningsplan.

— wordt beslist dat wegens het beginsel van het openbaar nut zal overgegaan worden tot de inbezitname van de onroerende goederen aangegeven op het onteigeningsplan.

Bij koninklijk besluit van 5 juli 1989 is goedgekeurd het bijzonder plan van aanleg nr. 50-32 « Wijk Wannecouter-Stadkruidlaan » van de Stad Brussel dat het plan goedgekeurd en gewijzigd bij koninklijke besluiten van 27 februari 1958 en 7 april 1969 wijzigd en bevatte een bestemmingsplan, een plan van de bestaande toestand, de stedebouwkundige voorschriften.

Bij koninklijk besluit van 5 juli 1989 :

— is goedgekeurd het bijzonder plan van aanleg nr. 60-01 en 60-02 « Leopoldswijk » van de Stad Brussel bevattende een bestemmingsplan, een plan van de bestaande toestand, de stedebouwkundige voorschriften, een rooilijnenplan en een onteigeningsplan,

— wordt beslist dat wegens het beginsel van het openbaar nut zal overgegaan worden tot de onmiddellijke inbezitname van de onroerende goederen aangegeven op het onteigeningsplan,

— wordt beslist dat ten aanzien van de onteigening, de spoedprocedure voorzien bij de wet van 26 juli 1962 zal worden toegepast.

##### Herziening van een plan van aanleg

Een koninklijk besluit van 5 juli 1989 beslist dat het bij koninklijke besluiten van 13 maart 1959 en 3 april 1963 goedgekeurd en gewijzigd bijzonder plan van aanleg nr. 4 « Laerbeekbosch » van de gemeente Jette gedeeltelijk herzien dient te worden.